cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 20 juillet 2026

Décision

relative au compte de campagne de
M. Kevin UNVER, tête de liste,
Élection municipale générale
du 15 mars 2026

Circonscription : Drancy (Seine-St-Denis)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne du candidat tête de liste, déposé le 19 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par le candidat tête de liste ;
- les requêtes n° 2606177-6, 2606334-6 et 2606318-6 déposées contre l'élection devant le tribunal administratif de Montreuil ;
- le courrier adressé au candidat tête de liste : lettre n° 73505 LRAR en date du 3 juillet 2026 et sa réponse reçue le 6 juillet 2026 ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 88 631 euros en ce qui concerne les listes présentes au premier tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 41 134 euros et un montant de recettes déclarées de 41 540 euros dont 38 350 euros d'apport personnel.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

En application des dispositions de l'article L. 52-8 du code électoral, un candidat ne peut contracter auprès d'un parti ou groupement politique des prêts avec intérêts que si ce dernier a lui-même souscrit des prêts à cette fin et dans la limite des intérêts y afférents (principe du prêt "miroir"). Or, le candidat a souscrit un emprunt d'un montant de 4 000 euros auprès du parti politique RENOUVELLEMENT POLITIQUE ET DIVERSITÉ CITOYENNE avec un montant d'intérêt de 237 euros sans que le contrat de prêt initial avec le parti politique ne soit produit. Dès lors, il y a lieu, par suite, de retrancher du compte, en dépenses et en recettes, la somme de 237 euros.

... / ...

Il résulte de ce qui précède que le compte de campagne s'établit en dépenses à 40 897 euros, et en recettes à 41 303 euros, dont 38 113 euros d'apport personnel.

Sur le montant du remboursement et de la dévolution :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre le candidat est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 42 100 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 40 897 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement et diminué de l'excédent du compte de 406 euros, soit 37 707 euros ; par suite, le montant du remboursement dû par l'État doit être arrêté à la somme de 37 707 euros.

Le compte de campagne présente un solde positif de 406 euros inférieur au montant de l'apport personnel du candidat. En application des dispositions des articles L. 52-5 et L. 52-6 du code électoral, le solde du compte de campagne n'a pas à faire l'objet d'une dévolution.

... / ...

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de M. Kevin UNVER, tête de liste, est approuvé après réformation et s'établit comme suit :

en dépenses à 40 897 euros

en recettes à 41 303 euros

soit un excédent de 406 euros.

- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 37 707 euros.
- Article 3 : il n'y a pas lieu pour le candidat tête de liste de procéder à une dévolution.
- Article 4 : le candidat a bénéficié d'un ou plusieurs prêts d'un ou plusieurs partis politiques dont le montant est pris en compte dans le remboursement arrêté par la Commission ; dès lors, le candidat devra justifier auprès de la Commission, le cas échéant, chaque année et en premier lieu à la date du 22 mai 2027, soit un an après la date limite de dépôt des comptes, du remboursement de ce ou ces prêts dans les conditions prévues au contrat.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 20 juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, M.Michel DELPUECH, Mme Blandine FROMENT, MM. Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président

Christian CHARPY